54e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 4 28 JANVIER 1937

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Foch et Clemenceau. — Deux caractères. — Les deux France. — Comment Clemenceau fut amené à donner à Foch le commandement suprême. — Difficultés de collaboration. — Victoire finale. — II. Comment travaillait Briand. — Philippe Berthelot, son principal collaborateur. — III. Poincaré. — Un « cerveau » bien organisé et de plein rapport. — IV. Ce qui manque aux très grands hommes de ce temps. — Comment le célèbre économiste allemand Werner Sombart caractérise l'esprit de « *l'Ere économique* ». — Régression effrayante de la civilisation. — La maladie de l'humanité : elle se *déshumanise !*

Le lieutenant-colonel Charles Bugnet s'est spécialisé, depuis quelques années déjà, dans l'étude de l'histoire de la Guerre. Visiblement, il dispose d'une documentation abondante, précise, supérieure. Il a d'autre part une connaissance personnelle, directe et profonde de la plupart des « premiers rôles » du grand drame. Enfin, ce qui pour le lecteur est le trait le plus agréable de son talent, il sait décrire, il sait raconter, il a la clarté, la netteté, la sobriété, la vie du style d'histoire. On a donc grand plaisir à le suivre ; il instruit et il charme.

Dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre, il a donné un récit très vivant des relations entre *Foch et Clemenceau.* Sa narration a pour nous un double intérêt. Foch et Clemenceau ne sont pas seulement, pour le Français qui réfléchit, les deux hommes qui ont « gagné la guerre ». Ils sont en outre des symboles ; ils représentent les deux moitiés de la France. L'unité psychique de la nation a été rompue à la Révolution. La barricade existe toujours entre les deux jeunesses, entre les deux camps, entre les rouges et les blancs, entre les « révolutionnaires » et les « réactionnaires », entre la « vieille France » et la « jeune France ». Vus sous cet angle, Foch et Clemenceau sont très intéressants à étudier, à contempler. Il est clair que leur rapprochement, leur collaboration, leur commune victoire prouve qu'entre les deux France subsistent, en nombre infini, des liens communs ; que les hommes du passé, comme Foch, ne renoncent à aucun des avantages du présent, à aucune des découvertes possibles de l'avenir ; qu'ils ne sont ni moins à la page, ni moins en éveil, ni moins énergiques, ni moins clairvoyants que ceux qui s'intitulent les « hommes de demain » ; qu'ils sont au contraire beaucoup plus larges d'esprit, beaucoup plus compréhensifs, beaucoup plus intelligents en somme que leurs rivaux. Mais il est clair aussi que, chez les « révolutionnaires » comme Clemenceau, il reste de ce passé qu'ils affectent de repousser et de renier, — faiblesse insigne chez eux et, ne leur en déplaise, faiblesse d'esprit et manque de pénétration et d'intelligence, — des traces profondes, des réflexes ancestraux, des vertus infuses et inconscientes, par où ils ressemblent bien plus qu'ils ne pensent à ceux-là mêmes qu'ils combattent et trop souvent méprisent ou persécutent.

Il va sans dire que ce préambule n'est point du lieutenant-colonel Bugnet. C'est une vue d'ensemble par laquelle il nous plaît d'orienter nos lecteurs dans l'interprétation de ce qui va suivre.

I

Le 23 mars 1918, à sept heures du matin, une détonation, aussi formidable qu'insolite, éclate dans Paris. Une demi heure plus tard, une seconde. Puis d'autres se succèdent à intervalles de vingt à trente minutes. Surprise intense. De quoi s'agit-il ? Des avions ? On n'en voit point. Des explosions ? Ce n'est pas possible. Mais on ramasse des éclats, puis des victimes. Serait-ce un bombardement ? Mais les Allemands sont à plus de cent kilomètres ; tout est calme aux environs de la capitale. Et pourtant, aucun doute n'est permis : Paris est bombardé. On s'attendait à une offensive formidable, depuis l'effondrement du front russe. C'est bien elle qui commence ; mais cette fois, ce n'est pas Verdun que l'ennemi attaque, c'est Paris ! Dans l'après-midi, des nouvelles officielles arrivent. La situation est grave au front. Les Anglais reculent sous une pression écrasante, en direction d'Amiens. Pétain vole à leur secours ; mais ses troupes ne pourront rien avant quarante-huit heures. Et les obus tombent toujours sur la grande cité fiévreuse et inquiète.

L'heure décisive est-elle arrivée pour la France ? La guerre dure depuis quatre ans. Le moment est venu de vaincre ou de mourir.

Heureusement le pays, après avoir traversé, en 1917, une crise terrible de défaitisme, s'est enfin ressaisi. Le ministère Painlevé, jugé trop faible, a été balayé. La nation s'est donné un dictateur : Clemenceau !

« C'est un vieillard : il a près de quatre-vingts ans. Bien qu'il relève à peine d'une grave opération, son esprit est toujours aussi vif, ainsi que

son ardeur à combattre. Court de taille, quelque peu rondelet et pourtant très alerte, on le devine aussi prêt à bondir qu'apte à rebondir. Ses yeux sont durs et profondément enfoncés sous des arcades creuses aux sourcils recourbés ; son regard froid, perçant, machiavélique, tantôt s'allume de désir ou se teinte d'ironie, parfois se charge de tristesse, et souvent s'éclaire de lueurs fulgurantes. Sa grosse tête carrée avec ses rides accusées, ses méplats aux arêtes saillantes et son teint jaune, est d'un Kalmouk, mais sa moustache blanche, tombante et drue, d'un Gaulois. Toujours ses mains sont gantées de fil gris, et, avec ses vêtements sévères à la mode du siècle précédent, il semble un notaire de petite ville. Il a la rudesse d'un paysan et l'allure d'un bourgeois, mais l'esprit d'un lettré, la science d'un docteur, les goûts d'un artiste. . et la réputation d'un tigre. Personnalité plutôt connue que populaire. on le sait vieux lutteur énergique et madré, habitué aux pires complications politiques, capable de faire et de défaire des ministères, voire des présidents de la République. Démolisseur acharné, il ne recule devant aucune cruauté pour détruire pas plus que devant aucune hardiesse, s'il veut ensuite construire. Réformateur audacieux et tenace, il ne boude pas devant des mesures révolutionnaires. On le dit sectaire et pourtant on cite son intelligence. Les uns rapportent de lui des traits de haine et de férocité, les autres des marques de bienveillance et des preuves de bonté. On s'amuse à rire de ses reparties cinglantes, mais on cherche à éviter ses coups de griffes ou de pattes, qui déchirent ou écrasent. Mais s'il fait peur à tous, du moins rien ne l'effraie. Aussi n'a-t-on pas manqué, à maintes reprises déjà, pour sortir d'embarras, lorsqu'avait échoué les moyens de souplesse, d'avoir recours, momentanément, à ses méthodes de force. Si, dans l'occurrence, il représente la dernière carte à jouer, il offre du moins une garantie qui lève les scrupules et chasse les hésitations : son patriotisme. Patriotisme exalté et farouche, autoritaire et exclusif, comme l'homme lui-même, si dangereusement impulsif et passionné ; patriotisme qu'il cache à l'ordinaire avec tant de discrétion qu'on pourrait parfois en douter, s'il ne le révélait et l'étalait presque avec impudeur à l'heure où il y a du danger à le montrer... »

C'est à un tel homme que Poincaré, qui ne l'aime guère, a confié le pouvoir, le 18 novembre 1917. Comme certains concours de gauche se refusaient à lui, Clemenceau a déclaré avec résolution : « Si je ne trouve pas de ministres, je me présenterai devant les Chambres avec quatre poilus. » Et sans se préoccuper de l'attitude revêche des socialistes, il a formé un cabinet en quelques heures, prenant pour lui-même la présidence et le portefeuille de la Guerre.

Tout de suite, il s'est mis à l'œuvre. Il a donné le coup de balai nécessaire ; il a poursuivi les défaitistes, arrêté les grèves, coffré les traîtres et les espions, chambardé les administrations et les ambassades. Il n'a pas oublié ses rancunes personnelles, qui, par grand bonheur, coïncidaient avec l'intérêt du pays, et il a envoyé certains rivaux politiques, coupables de jeter la division ou le doute dans les esprits, devant la Haute-Cour : Caillaux et Malvy ont été frappés. Le résultat ne s'est pas fait attendre : le moral de la nation a remonté immédiatement, la confiance est revenue, la nation se répète le mot de Clemenceau : « Je fais la guerre ! »

A partir du mois de décembre, une nouvelle influence commence à se faire sentir dans la conduite des affaires militaires, celle de Foch, qui incarne l'esprit d'offensive et qui revient d'Italie, où son intervention, après Caporetto, a obtenu les meilleurs effets. Il reprend sa place à Paris, comme chef d'Etat-Major général et conseiller technique du gouvernement. C'est un homme à la personnalité puissante, un réaliste au jugement sûr et à la décision nette, aux vues lucides qui ramènent tout à l'essentiel, un chef enfin à la volonté indomptable, à l'audace fulgurante, mais réfléchie, un maître de stratégie qu'il a longtemps professée à des centaines d'officiers d'Etat-Major. Clemenceau le connaît de longue date. Ils se sont déjà affrontés, jadis, dans une entrevue célèbre, où l'un, alors chef du gouvernement, nomma l'autre, bien que son frère fût jésuite, au commandement de l'Ecole Supérieure de guerre. Tout les sépare dans le domaine religieux et politique. Mais le président du Conseil, qui se connaît en hommes, est bien obligé de reconnaître en son conseiller technique non seulement un homme de métier très averti, mais surtout *un caractère*. Aussi, dès janvier 1918, Clemenceau a-t-il fait triompher déjà, contre un projet anglais d'opérations en Turquie, et un projet Pétain préconisant la défensive, le projet Foch pour 1918, résolument offensif. Le 2 février, une réserve générale interalliée a été créée, sous les ordres d'un Comité exécutif que Foch devait présider. C'était un premier pas, bien timide encore, vers ce commandement unique que tout le monde regardait comme nécessaire, mais que nul n'osait proposer pour ne pas heurter les susceptibilités nationales.

« Les Allemands viendront un jour nous forcer à le résoudre, » avait dit Clemenceau. Le 23 mars, ce jour s'était levé !

Le lendemain, le bombardement de Paris a repris de bonne heure. La bataille a continué toute la nuit. Les Allemands ont franchi la Somme. Le recul des Anglais s'accentue. La rupture des deux fronts anglais et français, insuffisamment soudés, est imminente. Pour comble d'infortune, la réserve générale interalliée, créée le 2 février, a été dissoute, pour des raisons d'effectifs, le 14 mars. Dans le désarroi de l'heure, personne ne songe à Foch, personne ne le consulte. Mais il n'est pas homme à se laisser oublier. De lui-même, il se rend chez Clemenceau et, nettement, il lui fait connaître son avis : — « Le danger est au nord de la Somme où se jouera le sort de la coalition. 1° Les Anglais doivent attaquer du nord au sud, avec toutes leurs forces. 2° Nous devons porter nos réserves à notre gauche, pour maintenir ou rétablir la liaison à tout prix. »

Clemenceau acquiesce.

Mais ce n'est pas tout. Et Foch poursuit : — « Oui, *mais il faudrait un commandement uni-*

que pour les deux armées ; sinon, on risque d'avoir une bataille à conséquences graves, insuffisamment préparée, insuffisamment conduite. »

Clemenceau n'est pas convaincu. Pourtant, en fin de journée, il court à Compiègne chercher des renseignements au G. Q. G. : ils sont loin d'être rassurants. A son retour, il est accueilli par une alerte de gothas sur Paris. La même nuit, le G. Q. G. déménage de Compiègne.

Le 25 mars au matin, il s'est ressaisi. Sans doute, il demeure soucieux, mais il est redevenu calme et confiant. Sa résolution est prise : suivre l'avis de Foch et exiger des Anglais l'unité de commandement. Il fait convoquer d'urgence lord Milner. Sur-le-champ, il organise avec lui une réunion interalliée pour le jour même, à Compiègne. Mais le généralissime anglais est retenu à Abbeville. La conférence a lieu sans lui. Aucune solution n'en peut sortir. Mais le problème est nettement posé.

Rendez-vous est pris pour le lendemain 26 mars, à midi, à Doullens. Dans la nuit, le général Wilson, chef d'Etat-Major britannique, vient trouver Foch : « Pourquoi, lui dit-il, ne pas donner à Clemenceau la direction générale de la guerre avec vous comme chef d'Etat-Major ? » A quoi Foch répond : « Ce n'est pas viable... M. Clemenceau n'y connaît rien à conduire des armées ni des batailles !... Au moment de la bataille d'Ypres, le général Joffre m'avait délégué pour essayer de réaliser une union plus parfaite entre les troupes anglaises et françaises. Si aujourd'hui on me plaçait dans une situation semblable, il me faudrait une autorité plus grande, qui me vînt des gouvernements alliés eux-mêmes. »

Le 26 mars, les autos de la caravane gouvernementale trouvent les routes encombrées par le reflux des régiments britanniques et les convois des pauvres gens qui fuient l'invasion. Elles arrivent à 11 h. à Doullens. Nos représentants sont en avance. Il fait froid, le ciel est pur. Loucheur bat la semelle, Pétain offre des sandwichs pour tromper l'attente. Le sénateur-maire de Doullens, inquiet, questionne le président de la République, Poincaré : « Si Amiens est pris, dit-il, ferez-vous la paix ? » L'angoisse étreint les cœurs. Clemenceau dissimule son anxiété en faisant de l'esprit et en feignant la gaieté. Foch, lui, va de groupe en groupe, gesticulant, parlant haut. Il clame sa foi, il veut la faire partager :

« L'heure est venue de ne plus perdre cinquante centimètres de terrain. Il faut s'accrocher au sol et y mourir. Rappelez-vous octobre 1914 !... L'ennemi, dit-il encore, a frappé juste à la jonction des deux battants de la porte et il les a repoussés sur Haig et sur Pétain. Il faut qu'une nouvelle force les réunisse... Vous connaissez ma méthode : je colle un pain à cacheter ici (et il fait un geste du pouce), puis un autre là, puis un autre là-bas..., je colmate le trou..., et les Allemands n'avanceront plus... Mais surtout n'indiquez pas aux troupes une ligne de retraite, sinon elles auront tendance à s'y précipiter !... Mon plan, conclut-il avec violence, n'est pas compliqué : je veux me battre. Je me battrai sans m'arrêter ! Je me battrai devant Amiens ! Je me battrai derrière Amiens ! Je me battrai tout le temps ! Je me battrai partout et, à force de taper, je finirai par ébranler le Boche ; il n'est ni plus malin ni plus fort que nous. »

Clemenceau l'écoute avec plaisir et constate tout haut : « Quel bougre ! Il est plein de radium ! »

Enfin arrivent les généraux anglais. Lord Milner a l'air soucieux, mais décidé. Le général Wilson l'accompagne, grand, dégingandé et toujours souriant. Clemenceau arrête au passage lord Milner, lui dit son inquiétude, insinue son désir. Mais l'homme d'Etat anglais demande à parler avec ses généraux qu'il n'a pu voir depuis sa récente arrivée en France. Il les rejoint à la mairie. Un quart d'heure se passe qui semble interminable, puis tout le monde se réunit dans la grande salle d'école, où quelques tables, recouvertes de papier gris, forment tout le mobilier. La canonnade fait vibrer les vitres. Poincaré préside. Haig, très ému, congestionné et nerveux, expose la situation :

« Ce qui me reste de la 5e armée, au sud de la Somme, dit-il, je l'ai mis sous les ordres du général Pétain.

— Hélas ! répond celui-ci, elle n'existe pour ainsi dire plus. Elle est en miettes... »

Et froid, circonspect, il expose ce qu'il a fait :

« Vingt-quatre divisions de réserve sont venues au secours des Anglais. Je me dégarnis au centre et à l'est pour faire face au danger ; des ordres sont donnés pour en faire arriver d'autres. Je crains qu'elles n'arrivent pas assez vite.

— Oui, dit Haig, je n'ai plus du tout de réserves et il n'y en a plus en Angleterre... Il faut évidemment tout faire pour défendre Amiens... »

A ce nom, Foch bondit, bouillonnant d'ardeur, d'impatience et d'énergie. De sa façon hachée, coupante, farouche, il s'écrie :

« Il faut vaincre avant Amiens, il faut vaincre là où nous sommes... Assez reculé !... Plus un pas en arrière... Il suffit de donner l'ordre... Qu'on crève sur place !... Alors on arrêtera le Boche !...

— Si le général Foch consentait à me donner ses avis, réplique simplement Haig, je les suivrais bien volontiers... »

Suit un court instant de silence oppressé. Chacun sent que la solution est là, toute proche. Mais il faut l'extraire ! Milner se lève et fait signe à Clemenceau, en l'entraînant dans un coin de la salle. Ils parlent à voix basse :

« Eh bien ! vous avez entendu ? Qu'en pensez-vous ?

— Je pense que c'est la solution qui s'impose. »

Milner s'attache alors à convaincre Haig, et Clemenceau dit à Pétain :

« Voyez-vous, Milner et moi sommes d'accord pour demander au général Foch d'assurer la coordination de vos efforts avec ceux de Haig. Je vous demande d'accepter cette solution.

— Monsieur le président, répond le généralissime français, j'accepterai tout ce qui sera nécessaire et utile pour sauver mon pays, et je ne veux pas avoir d'autre préoccupation que celle-là. »

Alors Clemenceau va s'asseoir et rédige le texte suivant que tout le monde approuve :

« Le général Foch est chargé par les gouvernements anglais et français de coordonner l'action des armées anglaises et françaises sur le front occidental. Il s'entendra à cet effet avec les commandants en chef, qui seront invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires. »

Le papier est signé de Clemenceau et de Milner. On respire. La joie est générale. Mais Clemenceau ne peut se tenir de blaguer, pendant qu'on se rend pour le déjeuner — il est une heure un quart — à l'Hôtel des Quatre Fils Aymon :

« Eh bien ! Foch ! Vous l'avez votre situation !

— Oh ! oui. Elle est belle ! Vous me donnez une bataille perdue et il faut que je la gagne !

— Enfin, vous avez ce que vous vouliez !...

— Il ne faut pas dire cela, monsieur le président, rectifie Loucheur, le général Foch accepte par dévouement à la patrie, mais ce n'est pas un plaisir ! »

Sur quoi le lieutenant-colonel Bugnet fait les sages réflexions suivantes :

« Le Tigre a du cœur, mais il le cache. Ce goût qu'il affecte pour la plaisanterie est quelque peu déconcertant. Tantôt il ne lui sert qu'à voiler sa sensibilité, tantôt au contraire, plus ou moins consciemment, à révéler le fond de sa pensée. Le matin, il a dissimulé sous un entrain factice ses angoisses patriotiques, et, délivré de ces dernières, c'est par une rosserie qu'il traduit son émotion et sa satisfaction. Celles-ci sont d'autant plus profondes que son inquiétude avait été plus forte. Il ne savait plus que faire, ni vers qui se tourner, lui, président du Conseil et ministre de la Guerre, doublement responsable du salut de la France ! Et voici que Foch, en sauvant la situation, l'a sauvé lui-même ! Il en est heureux inexprimablement et, dans ce même instant, voue à son sauveur une « reconnaissance éternelle ». Mais, en même temps qu'il admire l'audace de cette volonté énergique qui sait se décider avec autant d'héroïsme que de simplicité, il veut faire taire tous ces sentiments d'admiration et de reconnaissance dont sa pudeur d'homme et de chef, ainsi que son orgueil, lui interdisent de faire étalage. Il subit profondément l'ascendant de Foch et pourtant il s'en venge par une boutade désagréable ! Cette phrase qu'il laisse échapper trahit son subconscient. Foch, en s'emparant du commandement unique, lui a tiré « une formidable épine du pied » et cependant il ne peut s'empêcher de lui en vouloir, justement à cause de l'immensité du service rendu. Il sent que de ce chef Foch a pris sur lui une hypothèque ; il l'accepte, mais elle le gêne. Et puis Foch lui a forcé la main et il n'aime guère se plier devant personne. »

Et après avoir ainsi analysé les composantes du grand homme de gauche, voici comment il décrit l'état d'âme du grand héros de droite :

« Les réactions de Foch, dit-il, sont moins complexes. Il se rebiffe et bougonne, lui aussi. Cette réflexion l'a vexé. Croit-on, par hasard, qu'il n'ait en vue qu'un avantage personnel ? Ne sait-on pas qu'il a coutume de répéter : « Ce n'est pas l'importance du commandement qui fait la grandeur, c'est la façon dont on commande » ? Que lui importe une « situation » dans un pareil moment ? Il ne souhaite rien d'autre que des moyens d'agir, mais ceux-là, il les veut. Seul un commandement unique peut réussir à arrêter l'avance allemande et empêcher qu'elle ne scinde les armées alliées. Il l'a réclamé envers et contre tout. Il l'a obtenu. Ce n'est pas sa personne qui est en jeu. Mais puisqu'on le charge de cette mission, il sait bien qu'il est capable de la remplir. Et il ne pense qu'à se mettre au travail pour arriver à des résultats. Sa première directive immédiate sera simple et impérative : « *Il n'y a plus un mètre du sol de la France à perdre. Il faut arrêter l'ennemi là où il est.* » Sans doute, il se rappelle que Clemenceau, ces derniers temps, n'avait peut-être pas tout fait pour faciliter cette solution, mais il lui sait gré cependant de son intervention, au cours de cette matinée. Peut-être sa reconnaissance se porte-t-elle davantage sur les Anglais ; à tort ou à raison, il est persuadé que c'est à leur influence qu'il doit surtout cette décision. Mais ce n'est pas sa manière de « récriminer sur le passé ». D'ailleurs, il n'est pas sans admirer l'œuvre énergique d'assainissement et de redressement due au président du Conseil, et comme, dans ses jugements, il ne se préoccupe guère des « étiquettes » politiques, il est tout prêt à collaborer, sans arrière-pensée, avec ce ministre de la Guerre dont il reconnaît l'incontestable autorité. Et puis enfin : de quoi s'agit-il ? De sauver la France. Il ne pense à rien d'autre. »

En somme, chez Clemenceau et chez Foch, identité du but immédiat : le salut du pays. Identité aussi des moyens actuels : pas de politique, union de tous les Français dans un effort militaire suprême, unité de commandement et de direction. Foch s'impose à la fois aux généraux français et aux généraux anglais. Tous serviront avec ardeur sous ses ordres. Il n'est pas douteux qu'il est l'homme de la situation. Clemenceau l'a compris et il a le mérite de l'avoir poussé au premier rang. Seulement, cette claire vision des nécessités de l'heure se maintiendra-t-elle ? Clemenceau ne sera-t-il pas enclin, au premier mécompte, à juger d'autant plus durement son collaborateur qu'il lui a davantage fait confiance, à son corps défendant, malgré tout ? Les deux tempéraments, également entiers et autoritaires, ne vont-ils pas se heurter, se dresser l'un contre l'autre ? Les dissentiments, si profonds, qui subsistent entre ces deux hommes ne reparaîtront-ils pas ? Car enfin, comme le note très judicieusement le lieut.-col. Bugnet, « tout les sépare, leurs idées philosophiques, leurs opinions politiques et religieuses ; l'un est matérialiste, radical et athée, l'autre spiritualiste, conservateur et croyant ; le premier, personnel et révolté, le second, respectueux de l'ordre et discipliné. »

Mais cela même est au contraire ce qui sauvera l'union entre eux. Foch, par esprit chrétien, par discipline, saura passer sur bien des choses. On ne pourra jamais lui reprocher le moindre écart d'ambition personnelle. Il exigera tout ce qui revient à son caractère et à sa mission, mais il n'empiètera jamais. Qui pourrait dire ce qu'un homme de gauche, — un nouveau Bonaparte, par exem-

ple, — aurait voulu tirer de la situation exceptionnelle que les événements lui conféraient ?...

Sans perdre de temps, Foch s'est mis à l'œuvre. Avant la fin de cette journée fameuse du 26 mars 1918, il a commencé de coordonner les opérations. Avec Haig et Pétain, il lui a suffi de quelques paroles avant de les quitter. A 16 heures, il est à Dury, chez Gough, chef de cette 5e armée qui a supporté le choc allemand et qui est effondrée. Il lui promet du secours, mais lui ordonne de tenir à tout prix. Il téléphone de là au général Debeney, qui commande l'armée française la plus proche. Mais comme il sait que rien ne vaut le contact personnel et direct, il se rend auprès de lui, le rencontre à 19 heures, lui explique le changement complet qu'il apporte à la bataille. Il reprend alors sa randonnée, voit les chefs, donne la consigne de tenir partout et supprime les ordres de repli. La nouvelle de son entrée en action rend partout la confiance et relève les énergies. On voit à l'œuvre l'importance capitale du facteur moral.

De son côté, Clemenceau confirme son attitude. « L'heure est grave, dit-il au Conseil des ministres du 27, il n'y a pas à le dissimuler. Il faut prévoir que la retraite s'accentuera encore; mais l'essentiel est de tenir et de ne pas faire la paix. On a dit beaucoup de mal de nos anciens rois, de Charles VII. Ils ont eu un grand mérite : ils n'ont pas fait la paix quand il ne fallait pas la faire. Nous ne la ferons pas. »

Le 28, il retourne auprès de Foch, qui s'est installé à Clermont dans l'Oise. Au retour de cette visite, il exprime sa confiance : « Je suis très satisfait, dit-il. Cela commence à se colmater. J'ai vu des troupes admirables. Foch est très en forme. Pétain est dans un excellent esprit. Pershing est venu se mettre avec toutes ses troupes à notre disposition. »

Le Vendredi Saint, un obus de la terrible Bertha tombe sur l'église St-Gervais et fait de nombreuses victimes. La capitale est très émue. Le lendemain, Clemenceau se précipite à Beauvais, où Foch a établi son poste de commandement. Il a besoin de se retremper auprès de lui. Il est tout heureux de le trouver « plus que jamais superbe de confiance et d'impatience d'agir, véritable accumulateur d'énergie et de foi si beau à voir. » Il ne résiste pas à son enthousiasme et se jette dans ses bras, l'embrasse longuement, avec une spontanéité affectueuse où éclate son besoin de se donner et d'aimer que trop souvent retient « son orgueil fait de sensibilités contrariées et de désirs refoulés. »

Foch, lui, — un mystique pourtant, — n'est pas aussi sentimental. Il préférerait qu'on le laissât tranquille. « Il est tout le temps sur mon dos! dit-il avec un peu d'humeur et aussi d'humour, du ministre de la Guerre. Il n'y connaît rien et veut tout régler. Il déjeune avec Haig, il déjeune avec Pétain, il déjeune avec moi et se figure que cela suffit. »

Pourtant, l'intervention de Clemenceau lui est parfois indispensable. Au début, on ne lui a donné qu'une fonction de coordination. Il en est réduit à « persuader au lieu de diriger. » Il demande un pouvoir de direction supérieure. Clemenceau appuie cette réclamation justifiée. Les Anglais y répugnent; ils veulent bien recevoir des conseils, des avis, non des ordres d'un général étranger. Il leur semble, du reste, que la Constitution anglaise ne le permet pas. Dans une conférence interalliée qui a lieu à Beauvais le 3 avril, Clemenceau n'obtient qu'une partie de ce qu'il réclame. Dix jours se passeront avant que le gouvernement anglais se plie à ses instances pour autoriser Foch à prendre le titre officiel de commandant en chef des armées alliées en France.

Pendant ce temps, la situation n'a pas beaucoup changé. Les Allemands s'acharnent, dans les Flandres, sur les armées anglaises. Mais Foch, « plus en forme que jamais » (Mordacq), est partout à la fois, il fait face à tous les assauts de l'ennemi, il donne ses ordres, veille à leur exécution et maintient la continuité du front. Les insuccès partiels ne le découragent pas. « Bah! dit-il, vous en verrez bien d'autres ! » Et son optimisme réconforte. Sa décision est prise depuis toujours : ne jamais renoncer, ne jamais accepter la défaite !

Clemenceau, lui aussi, se dépense. Il agit auprès des Anglais et des Américains par la diplomatie. Il va voir les troupes au front. Revêtu d'un ample manteau, guêtré comme un campagnard, avec un gourdin en guise de canne, il parcourt les lignes, va jusque chez les Britanniques, pour les inspecter, ce qui n'est pas sans porter ombrage à Lloyd George Il aime les soldats, il sait leur parler. Il se montre volontiers dans les tranchées. Sa grande joie est de se faire bousculer par ceux qui les occupent. Et cela, du reste, le rend populaire dans le pays, ce qui ne lui est pas indifférent. Grâce à son ascendant, il a pu relever le moral de la nation, arrêter la campagne défaitiste, mettre à la raison les trembleurs. On accepte sa dictature qu'aucun texte n'appuie et qui est la dictature de la confiance et de la nécessité. Il se montre de plus en plus impulsif et autoritaire. Il a même la prétention de juxtaposer son jacobinisme patriotique et outrancier au libéralisme qu'il a toujours affiché et qui fait partie de la terminologie radicale.

« Ses vivacités, ou ses sévérités, soit qu'elles compromettent des pourparlers, soit qu'elles dramatisent des incidents, dépassent parfois la mesure, comme aussi vont trop loin ses désirs de conciliation avec certains et la liberté qu'il accorde à la presse. Tantôt il rudoie le Parlement, et tantôt il le flatte. Agissant au gré de son humeur, un jour avec trop de fermeté, le lendemain avec trop de ménagement, il domine ses ministres qui n'osent rien dire, bouscule les ambassadeurs et les préfets, se tire d'un mauvais pas par une pirouette, traite avec désinvolture les plus hauts personnages et avec gaminerie les intérêts particuliers les plus respectables.

Il réduit au minimum les séances du Conseil ou

du Comité de Guerre, et même souvent dédaigne d'y assister. « Le gouvernement existe de moins en moins en dehors de Clemenceau, » constate Poincaré qui n'en peut mais et ajoute avec une philosophie forcée : « Sa légende est une force nationale. Il faut tirer parti de ses qualités et de sa réputation dans le pays. Il faut tâcher d'atténuer ses défauts et de prévenir ses imprudences. » D'autres au contraire la critiquent, tel le président du Sénat : « C'est, dit-il, un dictateur qui est à la merci des influences qui s'exercent successivement sur lui et qui agit par saccades, tantôt sous la pression de Foch, tantôt sous celle de Mandel. Ce qu'il y a en lui de mauvais et de périlleux, est la coquetterie des décisions rapides, travers qui a pour conséquences les actes irréfléchis et ensuite les repentirs, la contradiction, la versatilité, les à-coups, l'incurable légèreté et l'habitude de prendre des impressions pour des opinions. »

Pourtant, tout le monde s'incline devant son intelligence, son souffle patriotique, son audace, sa haute autorité.

La collaboration avec Foch, malgré les inévitables frictions, se montre féconde en heureux résultats. Le premier problème à résoudre est celui des effectifs. Foch réclame une extension du front occupé par les Anglais. Clemenceau se plaint que les Anglais aient la tête dure. « Mais, dit-il, je suis encore plus entêté qu'eux. Ils ne sont pas faciles à manier, mais je suis de fer. Après-demain, il y aura une nouvelle conférence et on verra comment je plaide pour mon saint : nous enlèverons le morceau. »

Pourtant, il lui arrive d'être obligé d'arbitrer des conflits entre les alliés et le généralissime. Foch n'est pas toujours content. « Tout flambant de cette voix autoritaire qui n'est pas le moindre de ses accomplissements » (Clemenceau), il s'échauffe, mais Clemenceau rage et grogne. Seulement « l'ennemi était là qui nous faisait amis », précise ce dernier.

Survient le gros échec du Chemin des Dames, qui commence le 27 mai et coïncide avec la chute de nouveaux obus sur Paris, après un mois de répit. Le pays est de nouveau en émoi. Les Allemands avancent jusqu'à 60 kilomètres de la capitale !

Clemenceau se précipite au G. Q. G. Il ne cache à Foch ni ses anxiétés ni ses craintes. Foch réplique que de tels événements sont inévitables à la guerre. Il estime, du reste, que cette attaque n'est qu'une feinte. Il répond même aux interrogations angoissées de Clemenceau par un mot de défi : « Vous n'allez pas me faire passer en Conseil de Guerre ? »

Clemenceau n'en a nulle envie. Mais il s'étonne de voir que Foch ne déplace pas ses réserves. Il finit pourtant par comprendre que son devoir est de le laisser agir, de ne pas le troubler ni l'importuner. « Jamais peut-être, dit le lieut.-col. Bugnet, ces deux chefs ne furent aussi près l'un de l'autre qu'à ce moment-là ! »

Mais la menace sur la capitale s'accentue. Une terreur panique s'empare des couloirs de la Chambre. On y réclame la tête des généraux. Le 31 mai, une délégation socialiste se présente au ministère de la Guerre, la menace à la bouche. C'est dans ces moments-là que Clemenceau est à voir. « D'un coup de griffe bien asséné, le Tigre renvoie ses interlocuteurs ; la scène est des plus violentes. » Les Allemands n'en publient pas moins un communiqué triomphal. Et à Paris, il est question pour le gouvernement de partir !

« Oui, les Allemands peuvent prendre Paris, s'écrie Clemenceau, cela ne m'empêchera pas de faire la guerre. Nous nous battrons sur la Loire, nous nous battrons sur la Garonne, s'il le faut, et même sur les Pyrénées ! Si nous en sommes chassés, on continuera la guerre sur mer, mais quant à la paix, jamais ! »

Les 1er et 2 juin, le Conseil supérieur de Guerre interallié se réunit à Versailles. Clemenceau fait front. Il réclame des hommes, encore des hommes. On lui résiste, mais il obtient ce qu'il demande et il fait signer par Lloyd George et Orlando une lettre au président Wilson, où on lit ces lignes :

« Nous estimons que le général Foch, qui mène la campagne actuelle avec une habileté consommée et dont le jugement militaire nous inspire la plus grande confiance, n'exagère pas les nécessités actuelles. »

Le 3 juin, les Allemands sont à Château-Thierry. Foch refuse de s'émouvoir. « Voyez-vous, dit-il, la bourrasque souffle sur toutes les façades de la maison ; les tuiles du toit s'envolent, les murs sont ébranlés, mais les fondations tiennent. Et elles tiendront, c'est l'essentiel. »

Enfin, le 4 juin, la crise se dénoue. D'une part, Clemenceau tient tête au Parlement, où le haut commandement est nettement pris à partie. Mais Clemenceau a pris les devants. Il flagelle l'opposition :

« S'il faut, dit il, pour obtenir l'approbation de certaines personnes qui jugent hâtivement, abandonner les chefs qui ont bien mérité de la patrie, c'est une lâcheté dont je suis incapable. N'attendez pas de moi que je la commette... Si nous devions susciter dans l'esprit des soldats des doutes sur certains de leurs chefs et peut-être des meilleurs, ce serait un crime dont je ne prendrais pas la responsabilité... Ces soldats, ces grands soldats ont des chefs, de bons chefs, de grands chefs, des chefs dignes d'eux en tous points... Ces hommes livrent en ce moment la bataille la plus dure de la guerre et ils la livrent avec un héroïsme pour lequel je ne trouve pas d'expression digne de le qualifier. Et c'est nous qui, pour une faute qui se sera produite, avant de savoir, demanderons des explications, exigerons, au cours de la bataille, d'un homme épuisé de fatigue et dont la tête tombe sur sa carte, comme je l'ai vu à des heures terribles, c'est à cet homme que nous viendrions demander des explications pour savoir si, à tel ou tel jour, il a fait telle ou telle chose ? Chassez-moi de cette tribune, si c'est cela que demandez, car je ne le ferai pas !... »

Et pendant ce temps, Foch a réussi à endiguer l'adversaire. Il peut écrire : « Le flot a expiré sur la grève. »

C'est dans un pareil moment que l'on estime à

sa valeur l'union de ces deux hommes. Si Clemenceau ou Foch fléchissait, c'en était fait du pays. Si Clemenceau avait lâché Foch, on avait une nouvelle affaire Nivelle, mais sans la possibilité d'une reprise. Clemenceau, du reste, était emporté avec Foch. Ils se sont sauvés mutuellement et ils ont sauvé la France. Foch se cramponne au sol ; il tend toutes ses énergies vers la reprise de l'offensive, qui est son objectif constant. Clemenceau parle haut et ferme aux alliés, au risque de mécontenter Lloyd George par ses manières tranchantes. Il use ses forces sans compter. Quand il a besoin de se remonter, il va au front. Il en revient avec des provisions de fleurs que lui donnent les poilus. Il est enthousiasmé du moral des troupes. « L'armée fait tout oublier, s'écrie-t-il. Elle est magnifique ! » A son retour, il donne à tous les travaux de l'arrière une impulsion décisive, organise des renforts, active la fabrication des canons et des obus, favorise celle des avions et des tanks, rajeunit les cadres, s'occupe de tout, en un mot, et même de choses qui ne le regardent pas. Souvent, il va voir Foch à Bombon, aux environs de Melun. Il l'admire de plus en plus. Les affaires se traitent entre eux en vitesse, sans vains préambules.

« Foch, toujours bouillonnant d'ardeur concentrée, s'exprime d'une façon ramassée, parfois un peu confuse et difficile à suivre, mais avec des images saisissantes et pittoresques qui jettent des éclairs ; il martèle ses phrases, les ponctue de gestes énergiques, et la violence de ses expressions, la puissance de son raisonnement, la sûreté de son jugement ajoutent à leur force de persuasion. Clemenceau est de taille à lui tenir tête : sa verve toujours féline a des grâces de chat et des détentes de tigre, son esprit joue avec des pointes tantôt subtiles, tantôt mordantes. Il leur arrive de ne pas être du même avis. Un trait de Clemenceau achève plaisamment la discussion, à moins que ce ne soit Foch qui, l'heure du thé venue, pousse du coude le ministre, en lui disant cavalièrement : « Allons ! venez à l'abreuvoir ! » Un sourire amène un instant de détente. Car, malgré tout, ces deux hommes, de manières si opposées et parlant des langages si différents, se comprennent... »

Un jour, après déjeuner, ils se sont assis sur le perron du château. Le décor est magnifique. Clemenceau est allongé sur sa chaise, les bras croisés et tire de sa pipe de grosses bouffées. Foch essaie d'amorcer une conversation : « Qu'ils sont donc magnifiques, ces parcs à la française ! »

Un grognement lui fait écho : « Hein !... Oui !... » Mais la causerie ne va pas plus loin. Un silence tombe. Soudain Clemenceau s'écrie d'une voix anxieuse :

— Six mois ? (Il n'a pas besoin de dire de quoi il parle).

— Moins..., répond Foch, aussi laconique.

Leur grand lien, c'est la pensée de la victoire.

Le 9 juin, les Allemands attaquent, après un bombardement formidable aux gaz asphyxiants, en direction de Compiègne. Notre défense plie. Mais, le 11, Foch lance Mangin en contre-attaque, et ce rude coup de boutoir apporte au pays « la confirmation des paroles courageuses que venait de prononcer à la Chambre le président Clemenceau, quand il avait pris, le 4 juin, la défense des chefs militaires. » (Weygand).

Le 15 juillet, poussée allemande sur Reims. Mais elle se heurte à une nouvelle méthode défensive, qui abandonne les premières lignes pour briser sur les secondes la vague des assaillants à bout de souffle. Et enfin, le 18 juillet, Foch peut prendre l'initiative des opérations. Il n'a travaillé que pour en arriver là. Désormais, il ne lâche plus l'ennemi. Il mène son offensive à un train d'enfer qui ne connaît plus un jour d'arrêt. Sa tactique est de lancer des assauts sur tout le front, tantôt sur un point, tantôt sur un autre, pour fixer les réserves de l'adversaire, le tenir en haleine, ne plus lui permettre de respirer. Au début, on n'avance, sur chaque front d'attaque, que de quelques kilomètres, on ne reprend que des villages. Mais peu à peu le rythme s'accélère. On reconquiert des villes, puis des départements, on franchit des rivières, on prend des canons, des mitrailleuses. Les Allemands se rendent par milliers.

La France renaît à l'espoir. Les mauvais jours sont passés. La victoire jette ses premiers rayons. Et Clemenceau propose tout de suite une récompense pour Foch. Le Président de la République l'approuve. Le 5 août au soir, sans avoir annoncé sa visite, le ministre arrive à Bombon et surprend Foch à son bureau de travail. A brûle-pourpoint, il lui dit : « Voici un document particulièrement intéressant que je vous apporte et que je tiens à vous lire moi-même. »

Il s'assied à côté de lui, tire un papier de sa poche, le déplie et lit :

« A l'heure où l'ennemi, par une offensive formidable sur un front de 100 kilomètres, comptait arracher la décision et nous imposer cette paix allemande qui marquerait l'asservissement du monde, le général Foch et ses admirables soldats l'ont vaincu.

« Paris dégagé, Soissons et Château Thierry reconquis de haute lutte, plus de 200 villages délivrés, 35.000 prisonniers, 700 canons capturés, les espoirs hautement proclamés par l'ennemi avant son attaque écroulés, les glorieuses armées alliées jetées d'un seul élan victorieux des bords de la Marne aux rives de l'Aisne, tels sont les résultats d'une manœuvre aussi habilement conçue par le haut commandement que superbement exécutée par des chefs incomparables.

« La confiance placée par la République et par tous les Alliés dans le vainqueur des marais de St Gond, dans le chef illustre de l'Yser et de la Somme, a été pleinement justifiée. »

Puis, après un court arrêt, il conclut : « Article 1er : *Le général de division Foch (Ferdinand) est nommé Maréchal de France.* »

A mesure que la lecture s'avance, les yeux de Foch s'embuent. A la fin, il se lève et les deux hommes s'étreignent longuement. En guise de remerciement, trois jours plus tard, le 8 août, Foch déclenche une offensive pour réduire la

poche de Montdidier. La panique se met dans les troupes ennemies, le butin est considérable, les prisonniers nombreux. Ludendorff devait dire que le 8 août fut « le jour de deuil de l'armée allemande. »

A partir de ce jour, Foch est sûr de l'avenir. Dans un moment d'expansion, il laisse déborder ses sentiments :

« Peuh ! les Allemands ?... dit-il. On en fait des dieux, les dieux de la guerre... Mais il y a beau temps qu'ils ne sont plus les dieux de la guerre, tous ces Wotan, Siegfried et compagnie !... Demandez un peu à Napoléon Ier. Il vous l'a assez dit et prouvé !... Et, en ce moment, que sont-ils ? Pas plus malins que nous, n'est-ce pas ? Nos gouvernements sont plus énergiques que le leur ; notre commandement, nos poilus, meilleurs que leur commandement et leurs hommes... Alors, pourquoi voulez-vous que nous ne les battions pas ? »

Il est tellement confiant que Poincaré s'effraie à l'idée qu'il en vienne à sous-estimer l'adversaire, tandis que Lloyd George se monte contre Clemenceau et déclare : « Nous n'entendons pas qu'il devienne le dictateur de la coalition. »

Cependant des tiraillements éclatent entre le maréchal et le ministre. Foch est très jaloux du secret de ses desseins. Il ne s'ouvre à personne ; Weygand seul est au courant des opérations qui se préparent. Et Clemenceau s'irrite de « ces mystères. » D'autre part, les deux hommes ne sont pas d'accord sur la manière de traiter les alliés. Clemenceau trouve que Foch « prend trop des gants » avec eux. Mais les alliés goûtent peu la méthode de Clemenceau. Foch, qui subit le contre-coup de leurs mécontentements, estime qu'on devrait le laisser faire. Il a l'expérience de ces contacts avec les généraux étrangers.

— « Voyez-vous, dit-il, le commandement unique, ce n'est qu'un mot. En 1917, on l'a réalisé avec Nivelle. Cela n'a pas marché. Il faut savoir conduire les Alliés. On ne les commande pas. Il ne faut pas faire avec les uns comme avec les autres. Avec eux, on ne donne pas d'ordre, on suggère... Leurs armées sont de formation, sinon de valeur différente. Ceux qui les commandent ont leur caractère, leurs habitudes, leur tempérament propre. Les Anglais sont des Anglais, les Américains autre chose, les Belges et les Italiens aussi... Aussi, lorsqu'il s'agit de décisions importantes, je vais les voir ou je leur demande de venir. Entre « quatre z-yeux » nous causons, nous discutons, et, sans en avoir l'air, je les amène petit à petit à mon idée... Parfois c'est un peu long. On y arrive toujours, quand on veut... Ils secoueraient leur chaîne, si je voulais la leur faire trop sentir. C'est ça ma méthode avec eux. C'est ça le commandement interallié... Evidemment, il faut de la patience ! C'est dans ces circonstances que Weygand m'est précieux. Il en a... »

Mais Clemenceau n'est pas de cet avis. Il se plaint à Poincaré : « Je ne suis pas content de Foch, dit il. Il ne commande pas. Je ne m'occupe pas de ce qu'il a à commander. Je le laisse libre, mais il faut, du moins, qu'il commande ; sinon, ma responsabilité gouvernementale est engagée ; et alors, j'interviens. »

L'attelage avait bien monté la côte. Maintenant que la victoire est en marche et qu'il n'y a plus qu'à descendre la pente, l'accord est moins serré. Au début d'octobre, le dissentiment éclate avec une extrême violence. Clemenceau, à bout de nerfs, ne se possède plus. Il devient irritable, ombrageux et déchaîné.

Le 7 octobre il va se plaindre au président de la République :

« Je suis très mécontent de Foch. D'abord, il continue à ne pas donner d'ordres aux Américains et j'entends qu'il leur en donne. En second lieu, il m'a joué un tour abominable. Je l'avais laissé partir avant moi pour Versailles, de façon qu'il pût causer avec Lloyd George. Mais il m'a trahi : lorsque je suis arrivé, il avait complètement adopté la thèse de Lloyd George sur l'idée d'une opération contre Constantinople. Pour ce qui est de la constitution des troupes, il disait que cela ne le regardait pas. Je ne lui pardonnerai jamais cela. Je vivrai avec lui jusqu'à la fin de la guerre, puisqu'il le faut, mais je ne l'oublierai pas ! »

Clemenceau est alors en proie à un véritable « délire de la persécution », qui, du reste, lui était assez habituel et qui le dressait contre tout le monde. Le lendemain, sa fureur se tourne contre Poincaré lui-même. Celui-ci lui ayant écrit pour combattre l'idée d'un armistice prématuré, avait eu le malheur d'employer cette expression, qu'il ne fallait pas « couper les jarrets à nos troupes ». Clemenceau éclate aussitôt et écrit au président les lignes coupantes que voici :

« Monsieur le Président,

Je n'admets pas qu'après trois ans de gouvernement personnel qui a si bien réussi, vous vous permettiez de me conseiller de ne pas « couper les jarrets à nos soldats ».

Si vous ne retirez pas votre lettre écrite pour l'histoire que vous voulez vous faire, j'ai l'honneur de vous envoyer ma démission.

Respectueusement. »

Poincaré eut beaucoup de peine à le calmer.

Avec Foch, le différend subsiste sur la façon de faire entrer les Américains dans la bataille. Le 11 octobre, Clemenceau se rend à l'Elysée et communique au président la lettre qu'il veut envoyer au généralissime. Cette lettre est « dure et pour Pershing, qui ne veut pas obéir, et pour Foch, qui ne veut pas commander [1]. » Poincaré, qui approuve Foch, conseille la prudence. Mais le ministre n'en veut pas démordre. Il reprend sa lettre, la corrige, l'atténue ou croit l'atténuer, puis la retourne au président de la République, qui, une fois de plus, s'oppose à son envoi. On y lisait ces mots, qui ne manquaient pas de beauté, mais qui étaient blessants pour Foch : « *Commandant, la Patrie commande que vous commandiez !* »

Par bonheur, ces incidents, ignorés de tous, n'arrêtaient point le déroulement de la manœuvre de Foch.

Mais Clemenceau n'était pas facile à convaincre.

[1] Ces mots sont de Clemenceau dans son livre si regrettable *Grandeurs et misères d'une victoire.*

Le 21 octobre, il envoya la fameuse lettre, de nouveau retouchée :

« Vous avez suivi de tout près le développement des volontés de Pershing qui, grâce à son invincible obstination, a malheureusement triomphé de vous-même comme de vos subordonnés immédiats... C'est parce que vous n'avez rien épargné des moyens de persuasion, que je n'échappe pas à l'obligation de me demander si, après l'échec des conversations sans résultat, l'heure n'est pas venue de changer de méthode... » Et pour faire sentir la pointe, il ajoutait : « *Je suis constitutionnellement le chef de l'armée française !* »

Mais Foch aussi est entêté, quand il croit avoir raison. Il se borne à répondre, en expliquant ses intentions, mais sans changer sa manière de faire.

Du reste, les événements se précipitent. L'heure approche de la victoire finale. Foch estime qu'il lui appartient d'être le conseiller du gouvernement à cette heure suprême. Il écrit, le 16 octobre, pour se plaindre qu'on ne le tient pas assez au courant des négociations entreprises. Il pose en principe que les conditions techniques de l'armistice ne regardent que lui, et il ajoute que, pour qui sait prévoir l'avenir, « il est évident que seuls resteront acquis les avantages consacrés par l'armistice, seuls seront définitifs, en matière de territoires, les sacrifices consentis par l'ennemi lors de sa conclusion. »

Mais Clemenceau est plus que jamais jaloux de son autorité. Il estime que « la parole n'est pas encore aux militaires ». Il repousse la lettre du maréchal, dont il n'admet ni le fond ni la forme.

Pourtant, il faut bien qu'on en vienne à laisser parler le généralissime. Le 25 octobre, il est chargé de discuter les conditions techniques de l'armistice, avec les commandants alliés. Haig trouve quelques-unes de ses conditions trop dures ; mais Foch tient bon, le projet est adopté. Il va le soumettre au gouvernement. Poincaré craint, lui aussi, que les Allemands ne refusent certaines conditions.

— « Alors, réplique le maréchal, nous continuerons la guerre, car, au point où les armées alliées sont parvenues à cette date, on ne peut arrêter leur marche victorieuse, sans avoir rendu impossible toute résistance de l'Allemagne et pris en mains les gages d'une paix acquise au prix de quels sacrifices ! »

Et il demeure intraitable sur les conditions qu'il a formulées. Il faut que l'Allemagne soit muselée, autrement tout le poids de la guerre pèsera encore sur nos soldats. Il faut être en état de dominer la situation.

— « Pour cela, dit-il, il nous faut le Rhin... Nous sur le Rhin, le Boche ne peut rien faire. Nous le tenons. Et alors nous pouvons faire la paix que nous voulons. »

Et il conclut par ces nobles paroles souvent citées :

« Je ne fais pas la guerre pour faire la guerre. Si j'obtiens par l'armistice les conditions que nous voulons imposer à l'Allemagne, je suis satisfait. Le but étant atteint, nul n'a le droit de faire répandre une goutte de sang de plus ! »

Clemenceau approuve Foch. Mais il reste en froid avec lui. Il ne fait rien contre lui, mais il ne marche pas avec lui, la main dans la main, et c'est fâcheux en face des Anglais, qui veulent bien la livraison de toute la flotte allemande, mais adouciraient volontiers les clauses territoriales.

Malgré tout, Foch a reçu toute liberté d'action, et le 8 novembre, à Rethondes, dans son wagon, il peut recevoir les plénipotentiaires allemands et leur dicter les conditions qu'il a posées. Le 11 novembre, à 7 heures, dans la brume matinale d'une belle journée d'automne, le maréchal quitte la forêt de Compiègne « avec l'armistice dans sa poche ». Il se rend chez Clemenceau, à Paris, et en lui remettant le « papier », lui dit ces mots empreints à la fois de la fierté du devoir accompli et de l'esprit de modestie et de discipline du chrétien :

« Les gouvernements alliés m'avaient confié leurs armées, avec elles je leur ai apporté la victoire. J'en avais reçu l'ordre. Ce n'était pas facile. Mais je l'ai exécuté. Ma mission étant remplie, je rentre dans le rang. »

Mais il ajouta, donnant un suprême conseil : « Si chacun fait bien ce qu'il a à faire, tout marchera au mieux. Si chacun veut faire le métier du voisin, ce sera le grabuge. Ma besogne est terminée, la vôtre commence. »

A 11 heures, la nouvelle est rendue officielle. Clemenceau est acclamé au Palais-Bourbon comme au Luxembourg. Unissant les deux noms que la présente étude a mis face à face, les Chambres décrètent que « le citoyen Clemenceau et le maréchal Foch ont bien mérité de la Patrie. »

Les deux France avaient ensemble travaillé à la victoire. Que cet exemple ne soit jamais perdu pour l'avenir !

II

Puisque nous sommes sur le chapitre des grands hommes de notre temps, en France, c'est pour nous une bonne fortune de trouver dans la *Revue de Paris* (15 décembre 1936) des « Souvenirs » du comte Peretti della Rocca sur Briand et Poincaré. Mieux que personne, il a pu les voir à l'œuvre, lui qui fut, si longtemps, Secrétaire général ou Directeur politique des Affaires étrangères.

« M. Briand, écrit-il, travaillait d'une manière originale Je ne l'ai jamais vu lire, pas plus un livre qu'une dépêche diplomatique, ni écrire. Ses autographes doivent avoir une grande valeur ; ils sont rares. Mais il savait écouter. Aidé par une belle mémoire, il retenait ce qu'il avait entendu, méditait longuement, parfois une ligne de pêche à la main, se perdait en rêveries, enfin traduisait méditations et rêveries avec une voix prenante dont le charme séducteur, agissant physiquement sur l'oreille des auditeurs, leur faisait perdre de vue le fond du discours.

Quand je descendais le matin dans son cabinet, avec la liasse des télégrammes arrivés la

nuit, je le trouvais pensif, assis devant la table de Vergennes sans un papier, sans un livre. Il m'accueillait d'un sourire avenant, allumait une cigarette, en se levant, et se promenait de long en large, les mains derrière le dos légèrement voûté, pendant que je lisais à haute voix les télégrammes qu'il écoutait avec attention. »

Mais il fallait choisir pour lui uniquement les questions importantes. Il ne cherchait pas de subtilités géographiques, confondait les continents. Un jour que le secrétaire, par mégarde, entamait la lecture d'une dépêche du Vénézuéla, il l'interrompit, en disant : « A demain *les affaires d'Asie*, je n'ai pas le temps de m'en occuper aujourd'hui ! »

Il était très difficile de lui arracher une signature. Quand il se résignait à donner sa griffe, on ne voyait qu'une majuscule péniblement tracée : B. puis un trait lâche et mou achevé par un d minuscule. Les quatre lettres du milieu n'existaient pas. La plupart du temps, le secrétaire signait pour lui, souvent sans lui avoir rien dit des affaires en cours.

« Son instruction, acquise seulement par l'oreille, laissait nécessairement paraître de nombreuses lacunes. Il les voilait habilement quand il parlait en public, il évitait toute précision avec tant de dextérité qu'on ne s'apercevait jamais de son ignorance. Il côtoyait le précipice sans jamais y tomber. »

La sténographie de ses plus beaux discours était illisible. On n'y trouvait plus, une fois éteint le charme du verbe magique, que des phrases incohérentes, où se perdait le fil de la pensée, au milieu de fautes de syntaxe, de mots déviés de leur sens, d'erreurs matérielles. Il appartenait au secrétaire de rendre tout cela intelligible et correct pour le *Journal Officiel*. Il refusait de se corriger lui-même. Si on lui demandait le sens de certaines phrases, il disait négligemment : « Bah ! arrangez cela comme vous voudrez. Cela n'a aucune importance : supprimez au besoin. » En fait, à l'*Officiel*, nul ne s'aperçut jamais des corrections accomplies.

En petit comité, il était un « conteur inimitable, spirituel avec finesse et sans méchanceté. » Ce plébéien aimait les princesses et les duchesses et ne leur déplaisait point. Un jour, il fut reçu à l'Ambassade de Madrid, où se trouvait alors le comte Peretti della Rocca. Ce dernier avait invité les membres les plus en vue de l'aristocratie catholique espagnole. « Il fut éblouissant, il parla de Rome, des relations de la France avec l'Eglise, du pape, des cardinaux. Il conclut : « Je suis un cardinal laïque. »

Ce cardinal, dans l'intimité, expliquait de façon peu orthodoxe les mystérieuses apparitions de Lourdes ; mais il contait si bien que personne ne songeait à protester contre l'irrévérence du fond. « On m'avait dit que M. Briand était un ennemi de notre Sainte Eglise, me confia une duchesse en sortant de table, on ne le connaît pas. »

Mais que faut-il penser de la politique de Briand ? Il a été le grand apôtre de la paix. A ce point de vue, un chrétien ne peut que l'approuver. Mais il y a plusieurs manières de travailler à la paix. La meilleure n'est point de se laisser berner par les amis de la guerre. M. Peretti della Rocca déclare rondement que « ses efforts furent aussi louables que vains. » Pourquoi donc ? Parce qu'il se laissa duper par Stresemann. Et pourquoi encore ? Parce qu'il ignorait trop de choses en histoire et en philosophie. Il n'a pas vu poindre, en Allemagne, cette doctrine du « droit vital » opposé au « droit des paragraphes », qui interdit, hélas ! toute confiance dans la signature allemande !

« M. Briand, écrit le comte Peretti, eût plus efficacement travaillé à la réalisation de son rêve, s'il avait mieux su l'histoire. Il a été trompé par M. Stresemann, mais il s'est trompé sur l'Allemagne ; il ne connaissait ni le peuple allemand, ni l'esprit allemand contre lequel s'étaient dressés Charlemagne, les grands papes du Moyen-Age, nos rois et Napoléon. Au lieu de chercher à gagner l'Allemagne, que n'a-t-il employé sa puissance de persuasion et sa réelle habileté dans la négociation à l'entourer d'une ceinture de paix ! »

C'est la tactique adoptée actuellement par notre Quai d'Orsay. Mais Briand ne l'avait pas comprise. Il n'a rien su obtenir de l'Angleterre. Il ne connaissait pas l'Espagne. Il s'est aliéné l'Italie, « parce qu'il n'aimait ni son fascisme salutaire ni son énergique dictateur, » et il inquiétait nos petits alliés par la crainte qu'il leur donnait d'abandons préjudiciables à leur sécurité. Il avait délaissé la politique de Delcassé, qui était pourtant la bonne, car elle résultait directement non d'un parti pris contre l'Allemagne, parti pris qui serait peu intelligent, mais d'une connaissance profonde et précise de ce vieux fonds païen que le nazisme a mis en évidence avec une insolente netteté, mais qui existait depuis longtemps sous le vernis chrétien.

Il est impossible de parler de Briand, ministre des Affaires étrangères, sans qu'il soit question de son collaborateur, Philippe Berthelot. M. Peretti dessine le portrait de ce haut fonctionnaire, en termes frappants :

« Même dépouillé du masque sous lequel il cachait sa vraie physionomie, — car il ne cessait de poser pour la galerie, malgré son dédain des conventions, — M. Berthelot ne fut pas un homme d'un type courant. Très cultivé, très spirituel, d'une intelligence qui éblouissait et qui cherchait à éblouir, d'une courtoisie froide et affectée qui voulait être remarquée, doué d'une étonnante mémoire, il alliait à une hauteur aristocratique par laquelle il marquait la conscience de sa valeur, une timidité qui le privait d'aisance. Sa puissance de travail était très grande : il aimait à dire qu'il pouvait se passer de sommeil plusieurs nuits de suite et qu'il mettait sur pied les notes les plus délicates et les plus compliquées dans l'obscurité la plus complète, que son œil perçait

comme celui des chats qu'il affectionnait particulièrement. C'est pour mieux attirer l'attention qu'il avait donné à son esprit une tournure paradoxale. Afin de se faire une figure bien parisienne, il étudiait ses gestes, ses attitudes, ses mots ; sa façon de parler saccadée, ponctuée de sourires à peine ébauchés, était calculée pour faire impression. Il était entré dans la vie « avec le maximum de chances que peut offrir le régime républicain » : il sut en profiter sans jamais faire de politique, car il avait le plus profond mépris pour les politiciens. S'il méprisait les conventions, il n'avait pas négligé de se faire une façade qui ne devait pas passer inaperçue. Il n'a pas manqué son but : il a été remarqué... Le scepticisme et l'impassibilité qu'il affectait volontiers n'excluaient pas chez lui le parti pris ni la passion. Contrairement aux traditions de la diplomatie française, il n'avait le respect que de la force et méprisait les petits et les faibles, oubliant que, quand ils s'unissent, les petits deviennent grands et les faibles deviennent forts. »

Tel fut l'homme qui exerça la plus haute influence sur la politique française sous Briand. On lui a reproché d'avoir écarté des hauts emplois de la carrière des diplomates qui ne lui plaisaient pas, pour faire arriver ses créatures. Le comte Peretti n'est pas tout à fait de cet avis. Il estime qu'au total l'influence de Philippe Berthelot ne fut pas nuisible au service. Mais il laisse entendre que la triste affaire de la Banque Industrielle de Chine fut le juste châtiment de son orgueil, car « son caractère le portait à se considérer comme au-dessus des règles imposées au commun des mortels. »

On se souvient de quoi il s'agissait. On reprochait à Berthelot d'avoir pris des initiatives réservées au ministre, d'avoir laissé ignorer à son chef, Briand, ces initiatives, enfin d'avoir, alors que son frère, qui l'aidait de ses deniers, dirigeait la Banque Industrielle, suivi officiellement, comme directeur politique, les affaires auxquelles elle était mêlée.

Quand le scandale éclata, en 1921, Briand eut beaucoup de peine à défendre, à la Chambre, le Secrétaire général qui l'avait mis lui-même en mauvaise posture.

Berthelot avait, du reste, prié Briand de le relever de ses fonctions. Mais quand Poincaré succéda à Briand, il tint à faire comparaître Berthelot devant le Conseil des Directeurs, au Quai d'Orsay. Ce Conseil était composé de deux ambassadeurs en activité, de trois ministres plénipotentiaires, du Directeur des Affaires politiques, du Directeur du Protocole et du Chef du personnel. Poincaré présidait. Il prononça contre Berthelot, — qu'il n'aimait pas, en raison de son caractère hautain et autoritaire, — un dur réquisitoire. Berthelot, mauvais diplomate en l'espèce, avait eu l'idée d'amener un grand avocat pour prendre sa défense. Cet avocat s'évertua à démontrer que son client avait fait uniquement des opérations correctes en matière financière. C'était une seconde erreur, car il n'était question que de correction administrative et professionnelle.

« C'était une grande pitié, dit le comte Peretti, de voir sangloter, effondré devant un procureur impitoyable, un collègue qui avait rendu de grands services au pays. » Poincaré était décidé à exercer la plus grande sévérité. Pourtant, il suivit la décision du Conseil des Directeurs, bien qu'elle fût simplement consultative. Berthelot fut écarté pour un temps « du Département ». Il n'y reparut qu'en 1925. Briand le rappela, car il avait peine à se passer de cette collaboration. Pourtant, Briand était loin de suivre aveuglément toutes les inspirations de son auxiliaire. Berthelot était animé d'un grand patriotisme ; Briand lui paraissait trop enclin aux concessions. « A plusieurs reprises, dit le comte Peretti, lors de mes courts passages à Paris [1], il me fit la confidence de son impuissance à triompher d'un doux mais tenace entêtement. »

Vers la fin de sa vie, Briand connut la désillusion. La chute de sa confiance dans l'Allemagne et de ses rêves accentua le déclin de sa santé. « Il perdit toute volonté ; il s'endormait au Parlement ; au Conseil des ministres, sa tête s'inclinait sur l'épaule de M. Doumer qui lui devait bien cet appui. Il se réveillait parfois pour quelque chant du cygne ; il charmait encore, mais il n'entraînait plus. Il ne s'aperçut qu'après la mort de Stresemann que son rusé compère n'avait cessé de le « rouler ».

Berthelot n'eut pas une fin plus brillante. « Sa santé, usée par le régime extravagant auquel il l'avait soumise, l'avait rendu méconnaissable ; cet homme si prompt à la décision, si audacieux qu'il en était téméraire, était réduit à une aboulie complète et à la peur de son ombre ! »

III

Le comte Peretti était Directeur politique des Affaires étrangères, quand Poincaré s'installa au Quai d'Orsay, où il ne voulut pas de secrétaire général. Son ministère dura de 1922 à 1924 et, selon M. Peretti, « marqua sans contredit l'apogée du prestige français dans le monde d'après-guerre, avant que la politique du Cartel eût compromis notre situation internationale et notre situation financière. »

Deux fois par jour, Poincaré recevait son Directeur politique. Il l'emmenait dans ses déplacements. M. Peretti a gardé pour lui une vive admiration. Il déclare en propres termes que « tous ceux qui se sont essayés à son portrait sont restés en deçà de leur modèle. » La note dominante chez lui, — nous dirions sa religion, — c'était le culte de la patrie, comme chez un Clemenceau, un Doumer, un Millerand, un Doumergue. Ce fut à la France qu'il donna toute sa vie, dans un labeur acharné et avec une probité exemplaire. M. Peretti ne semble pas sentir que si cela est beau, humainement parlant, c'est un peu court au point de vue surnaturel ou simplement philosophique. Nous dirons du reste, dans un instant,

[1] Peretti était alors ambassadeur.

ce qui manque à la plupart de ces très grands hommes de « l'ère industrielle. »

Mais quand on a présent à l'esprit le fait formidable et décisif de l'Incarnation du Verbe sur notre misérable terre, on ne peut que soupirer en songeant aux lacunes d'un grand caractère tel que celui de Poincaré. M. Peretti nous décrit ses dons en termes dithyrambiques :

« L'humanité n'a jamais produit de cerveau mieux organisé : sa facilité était prodigieuse, sa mémoire inconcevable. Il écrivait tous ses discours de sa petite écriture serrée et menue, sans ratures, la plume avait peine à suivre la pensée ; elle ne s'arrêtait pas, même si quelqu'un entrait pour apporter un papier ou donner un renseignement ; il regardait, écoutait, répondait, sans s'interrompre. A peine avait il posé le mot final, que le discours était gravé mot à mot dans son esprit ; il le prononçait le soir ou le lendemain tel qu'il l'avait écrit, sans changer un mot. Souvent, le dimanche, il allait faire en province un discours politique. Il m'en laissait le texte le samedi soir sans l'avoir relu, je devais le faire copier pour le remettre à la presse, le dimanche soir. Parfois, le dimanche matin, il me téléphonait au ministère, où j'avais mon appartement, pour me prier de changer un mot et m'indiquait la page et la ligne où devait être faite la modification. »

M. Peretti donne des exemples extraordinaires de la précision infaillible de cette mémoire. Ayant le texte sous les yeux, il suivait le discours prononcé par Poincaré ; même dans les parties les plus arides, il n'y manquait ni un mot ni un chiffre. Il improvisait aussi avec une facilité prodigieuse. La forme était alors aussi sûre et parfaite que si le discours eût été écrit. Tous les jours, il notait avec exactitude tous les faits de la journée et même ses conversations avec son Directeur politique. En tout, il était d'une précision incomparable, — admirable machine à penser et à parler, digne de l'ère du machinisme.

« Un recueil complet de ses harangues, de ses chroniques et des Mémoires annuels que j'aurais tant aimé lui voir poursuivre jusqu'à la fin de sa vie politique, conclut M. Peretti, formerait la plus véridique Histoire contemporaine de la France, écrite par le plus grand écrivain du xxe siècle et certainement le plus français. »

Mais comme s'il entrait dans notre manière d'apprécier ces étonnantes aptitudes, M. Peretti dit en propres termes :

« Chez lui, *la machine humaine*, admirablement réglée, travaillait sans arrêt. S'il faisait souvent plusieurs choses à la fois, il n'était jamais pressé et arrivait toujours à l'heure, sans la moindre agitation et sans précipitation [1]. »

Pourtant cette « machine » merveilleuse avait ses impatiences. On a pu dire même que cet homme, en apparence si maître de lui-même, était *rageur*. Mais ses colères, rectifie son panégyriste, « n'étaient causées que par la constatation d'un désordre ou d'une turpitude, comme les saintes colères de Jéhovah. »

Et nous nous demandons, nous, comment un tel homme n'a-t-il pas vu que le mal dont mourait son pays était le *laïcisme antireligieux*, inspiré par les Loges, et appliqué à la démoralisation de la jeunesse scolaire ? Si patriote, si intelligent, si tenace, et si aveugle sur les causes profondes des maux dont nous sommes rongés ! Voilà qui nous stupéfie. Nous nous expliquerons tout à l'heure plus clairement sur tout cela.

Contrairement à Briand, il voulait être consulté sur tout, voulait voir tous les dossiers, préférait que tout fût écrit, même le compte rendu des audiences données par le Directeur politique dans la journée.

« Quel dut être le calvaire qu'il gravit, quand, à la fin de sa vie d'une activité dévorante, le ressort finit par se briser et que son corps vaincu ne put plus suivre son esprit resté lucide et sa volonté demeurée ferme ! »

Mais ce ne fut pas le travail qui le tua, ce furent surtout les émotions violentes, les combats au Parlement, les événements effrayants de la guerre.

Poincaré a été le martyr du parlementarisme. « Le respect de la Constitution et le culte du Parlement allaient chez lui jusqu'à une sorte d'idolâtrie [1]. »

Le Parlement l'écoutait toujours religieusement. Il s'épuisait en longues plaidoiries. Il n'était pas un orateur entraînant, mais il savait dire les choses, malgré un timbre désagréable, avec tant de clarté que l'auditeur était, sinon charmé, du moins captivé par la force de la logique et la précision des preuves. Mais en quel état sortait-il de ces luttes harassantes ? « Je le voyais, dit M. Peretti, rentrer dans son cabinet le front et le crâne exsangues, les veines marquées sur les tempes, les pommettes animées, la voix voilée. »

Il connaissait fort bien le milieu. Souvent, son Directeur lui fournissait des documents qu'il s'étonnait ensuite de ne pas le voir utiliser comme il s'y attendait. « Il faut avoir l'habitude de ces gens-là, » lui dit-il un jour [2].

[1] Voici encore un exemple étonnant de la précision mathématique de ce grand cerveau, — nous parlons le langage de l'ère industrielle, qui dit « cerveau » pour « esprit » :

« Pendant qu'il signait, en les lisant avec une incroyable rapidité, les lettres que je lui présentais, il jetait un regard sur le *Temps* dressé sur son bureau, devant la lampe électrique, et écoutait une explication que je lui donnais ; il avait tout à la fois lu la lettre, apposé sa signature, noté au vol une nouvelle et écouté. Pendant cinquante ans, il mit son cerveau à cette rude épreuve »

[1] « Je n'adore point ces dieux-là, note M. Peretti, qui, *comme Saturne, dévorent leurs enfants*. »

[2] Là-dessus M. Peretti, qui assista souvent aux séances du Parlement, comme conseiller technique, écrit ces lignes empreintes de pessimisme : « Pourquoi l'air qu'on respire dans les salles de séances des assemblées législatives, en France ou à l'étranger, m'a-t-il toujours semblé irrespirable, presque empoisonné ? Est ce parce qu'il est alourdi par la respiration de tant de législateurs, sans aération suffisante ? Est ce à cause de la lumière blafarde qui tombe de la verrière centrale sur un perpétuel brouhaha ? Pourquoi, assemblés, les parlementaires sont ils violents, tumultueux, au point de paraître des gens déraisonnables ou même des fous furieux, alors que la grande majorité d'entre eux, pris séparément, sont bien élevés, pondérés et calmes ? »

Poincaré, logicien implacable, orateur précis, passait pour insensible. Il avait le cœur dans le cerveau, — la merveilleuse machine, toujours, — il ne savait pas dire un mot de tendresse ni de pitié. Il restait muet devant le lit d'un blessé, silencieux entre deux jolies femmes dans un dîner. On le jugeait glacial. Il se rattrapait avec son chat et son chien.

Dans les conférences internationales, Poincaré savait plaider les thèses françaises avec une clarté et une force inégalables. Mais il faisait trop sentir aux diplomates étrangers « qu'il les dominait » et qu'il avait raison. Il manquait de souplesse, de psychologie, de ce que possédait au suprême degré un Talleyrand, dont il était l'opposé. L'effet produit par Poincaré fut particulièrement sensible sur Lord Curzon et Lloyd George. Clemenceau réussissait mieux ! [1]. *Oportet sapere ad sobrietatem.* Poincaré ignorait qu'il est dangereux d'avoir toujours raison et de le faire trop sentir.

Et pourtant, il lui arriva, après sa retraite politique, de voir clair. Les notes suivantes de M. Peretti sont particulièrement intéressantes pour nous. Nous les transcrivons littéralement :

« Maintenant que j'ai, hélas ! le temps de méditer, aurait dit M. Poincaré à un visiteur dans les derniers jours de sa vie, je me demande si l'erreur initiale de la France ne remonte pas à l'exécution de Louis XVI. » ...La méditation aurait également ramené M. Poincaré à la foi chrétienne de son enfance, s'il faut en croire un des prélats qui ont prononcé son oraison funèbre. Je m'étonne seulement que sa haute intelligence ne l'ait pas ramené plus tôt à la religion ; malgré l'éducation qu'il avait, dit-on, reçue dans sa famille, il m'avait paru « areligieux. » Il avait l'esprit trop élevé pour être sectaire comme M. Clemenceau. Les catholiques ont cru à tort qu'ils avaient en lui un adversaire. Je ne l'ai jamais entendu ni vu, soit dans ses paroles, soit dans ses actes, sortir de la mesure la plus courtoise, à l'égard de tout ce qui touche à la religion. Il était toujours plein de déférence pour les ministres du culte et les manifestations de l'esprit religieux. S'il n'assista pas à Notre-Dame, suivant son désir, étant Président de la République, au *Te Deum* de la Victoire, c'est qu'il fut empêché de s'y rendre par le chef du gouvernement. Il ne dépendit pas de lui qu'aucune suite ne fût donnée à certains projets de loi qui auraient permis à des Congrégations autorisées de rendre à l'étranger des services encore plus grands que ceux dont il appréciait, comme moi, toute la portée... J'ai beaucoup admiré M. Poincaré je lui ai été très dévoué, il m'a témoigné son estime et sa confiance ; il n'y eut jamais entre nous d'intimité. »

[1] Il y eut, en 1922, une scène dramatique au Quai d'Orsay, à propos d'un malentendu entre l'Angleterre et la France. Lord Curzon était à Paris ; il vint se plaindre du manque de solidarité de la France envers ses alliés. Il savait être désagréable et ne manqua pas de l'être. Mais la réponse de Poincaré fut accablante. Lord Curzon, très humilié, ne répliqua que par un petit ricanement nerveux. Poincaré le prit très mal. Il se jugea offensé. En termes impeccables, mais durs comme l'acier, il remit vertement à sa place le secrétaire d'Etat britannique. Effondré, lord Curzon balbutia, d'une voix blanche, quelques mots d'excuse et quitta le Salon de l'Horloge, sous l'empire d'une émotion qu'il ne pouvait dissimuler. Il s'assit en larmes dans le salon voisin, entouré de ses collaborateurs, et pleurant de colère sur sa superbe ainsi abattue par un étranger. Pourtant, comme il était gentleman et de plus profondément chrétien, il sut reconnaître qu'il avait eu tort. Il refoula son orgueil blessé et rentra en séance comme si rien ne s'était passé. Avec un homme d'un caractère moins noble, l'incident aurait pu avoir les suites les plus fâcheuses.

IV

Nous disions tout à l'heure que cet homme eut d'effrayantes lacunes. Il incarne pour nous, admirablement, cette ère industrielle, dont il nous est si souvent arrivé de dire les tristesses et les méfaits. Il l'incarne en ce qu'elle eut de plus sain et, en somme, de plus chrétien, — j'entends par là, le résidu qui reste, la foi partie, dans un homme droit, au sein de nos générations formées par le christianisme ancestral. — Mais il est certain que des hommes tels que Poincaré, Clemenceau, Briand, ne peuvent être contemplés sans tristesse par un croyant.

Qu'est elle donc, dans son fond, cette ère industrielle, dont ils sont, à des titres divers, les produits et les représentants ? Toutes les fois que nous en parlons, nous, catholiques, ceux qui nous entendent ou nous lisent estiment que nous sommes des illuminés, des « mystiques incorrigibles », des hommes arriérés et incapables de comprendre leur époque. Mais le nombre de ceux qui nous rejoignent et pensent comme nous s'accroît chaque jour. Nous avons eu l'occasion, ici-même, de citer le livre si curieux et si remarquable du Dr Alexis Carrel : *L'Homme, cet inconnu !* Or, voici que d'un tout autre point de l'horizon nous arrive un livre qui aboutit aux mêmes conclusions, en partant de prémisses toutes différentes. Carrel parlait en biologiste, en homme de science et d'observation clinique. Le livre que nous allons analyser est dû à un sociologiste allemand très connu, Werner Sombart. Nous empruntons les éléments de cette étude à *Schönere Zukunft* des 13 et 20 décembre.

Mais d'abord, qui est Werner Sombart ?

C'est un économiste westphalien, qui s'est spécialisé, depuis un demi-siècle, dans les études sociales. Né en 1863, il fut nommé, en 1890, professeur d'économie politique à l'Université de Breslau. Il fut l'un des plus actifs promoteurs des lois sociales modernes en faveur des ouvriers, l'un des grands créateurs des études sociologiques dans le haut enseignement allemand. Il a beaucoup écrit [1]. En France, son ouvrage le plus estimé, traduit du reste, et que l'on regarde comme son chef-d'œuvre, est *Le Socialisme et le Mouvement social au XIXe siècle* (traduit en 1901).

On ne saurait donc rejeter l'autorité d'un savant de cette envergure. Le voici arrivé, lui aussi, à l'âge des grandes méditations, avant son entrée dans l'éternité. Il a 74 ans et n'attend plus rien de cette vie. Il vient de publier un ouvrage intitulé :

[1] Citons, parmi ses œuvres principales : *Le Capitalisme moderne* (1902). — *L'Economie sociale allemande au XIXe siècle* (1903). — *Les Artisans* (1904). — *La Question ouvrière chez les artisans* (1904).

L'Ere économique. Ce qu'il appelle ainsi, c'est ce que nous appelons, nous, *l'ère industrielle* ou *l'ère du machinisme.* Le livre a paru au début de 1936, à Berlin, chez Buchholz et Weisswange *(Das Oekonomische Zeitalter).*

Le chapitre préliminaire a pour titre : *La Tour de Babel.* Et cela en indique déjà le contenu. Sombart qualifie l'évolution de l'humanité sous l'Ere économique, d'*Œuvre du démon (Teufelswerk).* Heureusement qu'il ne s'agit pas d'un auteur « clérical » : que ne dirait-on pas d'une telle expression ! Et pourtant, le mot est bien de Sombart lui-même : « Seul, celui qui croit à la puissance du démon, écrit-il, peut comprendre ce qui s'est passé, depuis un siècle et demi, dans l'Europe occidentale et en Amérique. Car on ne peut considérer ce que nous avons expérimenté que comme l'œuvre du démon ! »

Pourquoi ? Parce que Satan a détruit « en des cercles toujours plus larges, la foi en un monde supérieur. » Il a trompé les hommes en les prenant par l'orgueil de se faire dieux, il les a jetés dans un rêve fantastique de liberté, il a engendré le libéralisme économique, qui n'était que le manteau de la cupidité et de l'égoïsme, il a réveillé dans les hommes tous les bas instincts endormis : « la concupiscence, la rapacité, la soif de l'or », et il leur a appris une technique raffinée, grâce à laquelle ils ont pu réaliser des prodiges incroyables. Des montagnes ont été transportées, des territoires immenses conquis et mis en valeur. Les hommes de notre temps n'ont pas résisté au tentateur comme le Fils de l'Homme. Ils ont préféré gagner l'univers plutôt que de sauver leur âme !

Tout cela s'est fait sous le signe de l'*intérêt individuel.* Chacun n'a voulu travailler que pour soi. C'est pour cela que la première caractéristique de l'Ere économique est « *la confusion des langues* », c'est-à-dire la pulvérisation de l'humanité, la séparation et la division à l'infini entre les hommes, *l'anarchie intellectuelle et spirituelle.* En dehors du catholicisme, — c'est nous qui faisons cette exception, — il n'y a plus d'unité parmi les hommes civilisés. Aucune idée commune ne guide les hommes dans leurs efforts. Il n'est plus question que de vendre et d'acheter ; chacun propose sa marchandise ; le monde est une immense foire. Et comme on voit les gens, un jour de foire, aller et venir dans tous les sens, mais sans unité de direction, ainsi l'humanité s'agite dans tous les sens, mue par l'appât du gain, sans idéal élevé et puissant. Pour définir cette Ere, il faut se rappeler ce que Gœthe disait des périodes de régression, qui sont les périodes « subjectives, critiques, destructives, incroyantes. »

On ne saurait pourtant s'en tenir à cette description tout extérieure. Entrons dans l'intériorité de cette civilisation dite contemporaine. Elle porte partout le signe de l'industrialisation, c'est-à-dire du *manque de style,* de la *mort de l'originalité,* de la *production de masse,* du *développement quantitatif,* par *régression du qualitatif.*

Voyez en effet l'aspect que présente la vie intellectuelle de l'humanité dans cette Ere. Trois traits essentiels : *production massive* d'œuvres culturelles, — *expansion massive* de ces produits, — *multiplication des propagateurs* de la culture, — ce qui revient à dire : mécanisation ou industrialisation de l'intelligence.

« A quelle époque, écrit Sombart, y a-t-il eu autant de livres, de pièces de théâtre, de tableaux, de compositions musicales, etc., comme en notre temps ? La hausse de la production des livres est facile à estimer. Il y a 130 ans, il paraissait environ 4.000 ouvrages dans un an, en Allemagne. Aujourd'hui, il en paraît dix fois plus et les éditions sont plus importantes. »

Pour ce qui est de l'expansion de ces produits culturels, elle a été organisée comme la diffusion d'un produit matériel, comme la distribution du gaz, de l'électricité ou de l'eau. « Des écoles populaires, des universités populaires, des cours populaires, des bibliothèques populaires, des expositions publiques, sous forme de musées, concerts, théâtres, cinémas, etc. » Tout cela appartient à l'Ere économique qui, dans tous les domaines, au lieu de s'occuper de l'accroissement de la personnalité, s'est bornée à appliquer « l'*omnibus-principe,* » c'est-à-dire la mise à la portée de tous d'une science écourtée, bornée, privée de toute envolée vers l'infini.

Et tout le système suppose une multiplication énorme des intermédiaires de cette propagation culturelle. Jamais nous n'avons eu autant de professeurs, d'instituteurs, de maîtres de toute sorte. Mais quelle est leur formation en général ? Ils sont submergés sous le poids de la matière culturelle. Ce qu'on leur demande c'est l'érudition, la science de leur spécialité. Chaque professeur n'a plus qu'un coin infime du réel à explorer et à distribuer à ses disciples. De là, une pauvreté métaphysique ou religieuse effarante, chez des spécialistes de tout premier ordre. De là aussi l'abus des chiffres et des statistiques dans les sciences anthropologiques. Aux Etats-Unis, il existe aujourd'hui, par exemple, 400 professeurs de sociologie ; mais leur science se limite à des tableaux mathématiques et synoptiques de la production ou du chômage. L'Ere économique marque donc une *baisse sensible du niveau de la production intellectuelle.*

« On a privé la philosophie, dit Sombart, de son caractère universel, on l'a remplacée par les sciences particulières, et celles-ci à leur tour ont subi l'esprit du siècle. Ce n'est pas sans raison que, dans cette Ere, l'économie politique, pour la première fois, est devenue une science, mais on a voulu en outre lui attribuer l'autonomie parfaite. Bien plus, elle est devenue pour beaucoup la science-mère, la source explicative de toute l'activité humaine, l'inspiratrice de tout l'effort scientifique en général, qui n'a plus désormais pour but que le développement de la civilisation matérielle et par suite le progrès des sciences naturelles. »

Le but à atteindre, c'est la connaissance et le maniement des forces de la création, leur utilisa-

tion pour le bien-être humain, la construction de main d'homme d'un paradis terrestre, au moyen de la technique. Mais pour cela, il a fallu procéder, comme dans la production industrielle, à une division du travail toujours plus grande. Or, on sait ce que la division du travail a produit dans le monde ouvrier : elle a fait du travailleur un simple rouage, elle lui a enlevé toute initiative, toute ouverture vers le progrès personnel. L'homme qui n'a plus à s'occuper, toute l'année, que de la tête d'épingle, aurait souvent de la peine à faire l'épingle tout entière. Il en est de même du savant, ou du moins de beaucoup de savants. La science est devenue coopérative. L'érudit particulier ne sait plus faire que sa tête d'épingle; il est un simple rouage dans la production scientifique. Dans le domaine de l'art lui même, l'esprit de l'époque s'est introduit ; la peinture dite « réaliste » ou « naturaliste » en porte nettement la marque : il s'agit bien, ici encore, de reproduire l'extérieur avec minutie et exactitude, mais en négligeant l'âme, l'inspiration, la signification, l'intériorité. Le roman est tombé dans le même abîme et le théâtre a suivi la décadence.

De la production intellectuelle et culturelle, passons à l'*évolution de l'homme* même, dans l'Ere économique.

L'état psychique de cet homme se caractérise ainsi : *il est devenu étranger à Dieu, étranger à la nature, étranger à l'homme même.*

Etranger à Dieu, c'est hélas ! trop visible. Quelle place Dieu tient-il dans la vie d'un homme soi-disant civilisé d'aujourd'hui ? Comment cet homme se rattache-t-il à l'éternel, à l'infini ? Que sait-il de son origine, de sa fin, de sa loi profonde? Qu'a-t-il fait du « premier et du plus grand commandement, » selon la parole du Christ ? [1].

Etranger à la nature : il ne le croit pas, certes, mais ce n'est pas moins visible, surtout pour l'homme des villes :

« L'enfant de la ville, écrit Sombart, ne sait plus rien du charme intime que la nature exerce, de mille façons, sur le petit berger des campagnes. Il ne sait rien du chant des oiseaux, il n'a jamais déniché un nid. Il ne sait pas ce que veut dire la fuite du nuage au ciel, il n'entend plus la voix de la tempête ou du tonnerre. Il ne grandit plus avec les bêtes des champs et ne sait plus leurs habitudes. La sûreté de l'instinct humain est perdue pour lui. Là où l'homme des champs reçoit un conseil de la nature, en mille cas de l'évolution psychologique, le jugement de l'homme des villes est défaillant. Ainsi grandit une race d'hommes dont le rythme vital n'est plus réglé par les lois éternelles de la nature : le jour et la nuit, l'été et l'hiver, et qui ne sait rien de tout cela que par ce qu'elle a appris à l'école. Cette race nouvelle vit une vie artificielle, qui n'est plus l'existence humaine primitive, mais un mélange informe de scolarité, de chronométrage, de journalisme, de bouquinisme, parapluies, canalisation, lumière électrique et politique. L'homme entassé dans les villes est coupé de tout coin particulier de la nature sanctifié par ses souvenirs d'enfance, par la tombe de ses parents, par la pureté de ses amours, par la création de son foyer : il n'a point de patrie ! »

[1] Qu'on nous permette de signaler ici la parenté étroite des constatations faites par le grand économiste allemand et des thèmes développés dans l'ouvrage récemment paru : *Le Retour à l'Evangile, unique salut de la civilisation*, par le chanoine Cristiani (Lyon, Vitte), p. 147 et suiv.

Etranger enfin à l'homme même : l'homme de la ville n'a plus ces liens qui unissaient les hommes dans le cadre de la famille, du hameau, du canton, du travail quotidien. Il se croit libre de toute contrainte. Mais cette contrainte était bienfaisante ; elle le retenait, mais elle le consolait et le soutenait. La cité est devenue un *pandemonium* d'instincts déchaînés et dévoyés. Le regard qui pourrait scruter les ténèbres infernales de la grande ville, voir tout ce qu'il s'y passe, chaque nuit, d'actes immondes, de crapule ignoble, de débauche grossière et avilissante, tout ce qui s'y déploie d'infamie, serait épouvanté ! La grande ville isole l'être humain : il n'y a pas plus d'unité entre les citadins qu'entre des grains de sable mis en tas ; ils s'ignorent les uns les autres. Les groupements artificiels qui se substituent à la famille : société, parti, classe, club, cercle, ne rassemblent la plupart du temps que les corps, mais laissent les âmes fermées les unes aux autres.

« On a pu dire avec raison, écrit Sombart, que l'homme actuel souffre de la maladie de la *déshumanisation*, en ce sens qu'il n'appartient plus ni à Dieu ni à aucun homme, en ce sens qu'il est privé de tout ce qui constitue la vie humaine et l'ordre divin de cette vie. »

Et pourtant, nous sommes plus riches des biens de ce monde que jamais l'homme ne l'a été. Mais à quoi nous sert cette richesse ? En vain a-t elle grandi de façon démesurée ; nos besoins, factices pour la plupart, ont grandi plus vite qu'elle. Nous nous sentons toujours plus pauvres des biens que nous avons pourtant en abondance. La dévaluation des richesses matérielles a suivi celle des richesses spirituelles. *Les désirs croissent plus vite que les plaisirs.* La soif de la jouissance est le fruit inévitable de la poursuite exclusive des jouissances. L'organisme humain est comme une machine surchauffée et qui se détraque. Nous sommes blasés par l'excès des satisfactions sensibles. Nous ne jouissons plus des biens que nous avons et nous ne savons même plus ce que nous voulons. Comme le dit ici Sombart, « le besoin précède toujours d'une longueur de nez le moyen de le satisfaire. » Plus nous jetons des jouissances matérielles dans le gouffre de nos appétits, plus nous creusons en nous un vide que rien ne comble ! C'est sans doute une loi de notre nature !

Prenons un exemple précis : c'est l'une des misères de notre époque que l'*abus de la jouissance sexuelle* et en même temps la *régression de la natalité*. Est-ce que cela n'est pas la preuve palpable que la machine humaine est faussée, détraquée ? Un auteur allemand, cité ici par Sombart,